

NON AU COUP D'ETAT CONTRE LA GRECE !

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ET LES TRAVAILLEURS GRECS

« L'Eurogroupe traite la Grèce comme un pays ennemi vaincu auquel il ne fait pas confiance car il n'est pas obéissant, conciliant ou assez résigné à l'esclavage », glissait samedi dans la soirée un représentant grec

LE CHANTAGE S'ARRETERA-T-IL UN JOUR ?

Malgré les lourdes concessions grecques, les eurocrates, à la solde des capitalistes et de la finance, souhaitent une reddition totale du gouvernement Tsipras.

CES CONCESSIONS PORTENT SUR

Hausse de la TVA

(Alimentation, énergie, hôtels 13%, restaurants 23%, dans les îles, décote de 30% sur la TVA progressivement supprimée), médicaments, livres à 6%.

Réforme de la fonction publique

Concernant le marché du travail

Athènes a dû abandonner son objectif de retour au salaire minimum originel, à 740 euros brut par mois (contre 580 depuis 2012).

Taxe sur les sociétés (passage de 26% à 28%, augmentation des impôts spécifiques pour les compagnies maritimes et le marché du luxe).

Réduction du budget de la Défense

(baisse de 300 millions d'euros d'ici fin 2016).

Réforme des retraites

Augmentation de la cotisation santé de 4% à 6%

Réduction des départs à la retraite anticipés

âge de départ à la retraite reculé jusqu'à 67 ans en 2022

suppression très progressive du complément de retraite pour les plus modestes en 2019.

Quelques privatisations

Reprise imposée des privatisations

En particulier, les ventes en cours des chemins de fer (TRAINOSE), des derniers terminaux du port du Pirée et de Thessalonique, des aéroports régionaux et du terrain d'Elleniko (ancien aéroport d'Athènes et anciennes installations des JO 2004)

POUR EUX, IL FAUT CASSER POLITIQUEMENT LE GOUVERNEMENT TSIPRAS, AFIN DE MONTRER AUX AUTRES PAYS EUROPEENS QU'AUUCUNE BATAILLE N'EST POSSIBLE CONTRE LES PLANS D'AUSTERITE IMPOSES PAR LA TROÏKA ET LES INTERETS FINANCIERS.

C'EST UNE LOI MACRON ENCORE PLUS DURE POUR LA GRECE IMPOSEE PAR D'AUTRES PAYS EUROPEENS A UN PAYS SOUVERAIN.

Les ministres européens réclament ainsi des réformes plus dégradantes du système des retraites et de la législation commerciale (travail du dimanche, soldes, réforme des professions réglementées etc.). Ils y ajoutent la privatisation du réseau électrique, un renforcement du secteur financier, et une réforme de certains points de la législation du marché du travail. Enfin, plus généralement, ils encouragent un élargissement des programmes de privatisation, une modernisation et un renforcement de l'administration grecque et une amélioration des méthodes de travail avec les institutions créancières (BCE, FMI et la zone euro).

LA FIN DE LA SOUVERAINETE DE LA GRECE, SA « MISE SOUS TUTELLE »

L'Allemagne exige la mise en place d'un Fonds au Luxembourg pour gérer les actifs grecs (il sera finalement en Grèce)

"Le but pour les Allemands, c'est que cette structure rapporte exactement ce que les Européens sont censés verser dans le cadre d'un troisième plan d'aide à la Grèce, le reste étant amené par le FMI, entre autres

Ceci constitue à l'évidence un abus de pouvoir. Il est hors de question pour les dirigeants européens qu'un pays échappe à la politique menée par les capitalistes, les banques et les gouvernements qui imposent aux populations une austérité sans limite.

Comment l'Europe peut prétendre incarner encore un quelconque idéal démocratique quand elle entrave méthodiquement toute politique alternative ?

**NOUS EXIGEONS : L'ANNULATION DE LA DETTE GRECQUE ILLEGITIME ET ODIEUSE
UN AUDIT POUR LA DETTE FRANCAISE, CAR APRES LA GRECE, CE SERA NOTRE TOUR**

Tous ceux qui, en Europe, se battent pour la démocratie, contre l'Europe du capital et des banquiers, apportent leur soutien au peuple grec et s'engagent à poursuivre l'aide humanitaire nécessaire envers le peuple grec en souffrance.

Grèce

2014

jodi.graphics



okeanews.fr

1.000.000 pertes d'emploi
30% des entreprises fermées
38% baisse des salaires
45% baisse des retraites
25% baisse du PIB
30% baisse du revenu des ménages
42,8% augmentation mortalité infantile
190,5% augmentation du chômage
272,7% augmentation taux de dépression
35,5% augmentation dette publique
84,3% réduction activité de construction
98,2% augmentation taux de pauvreté
2 personnes se suicident
CHAQUE JOUR

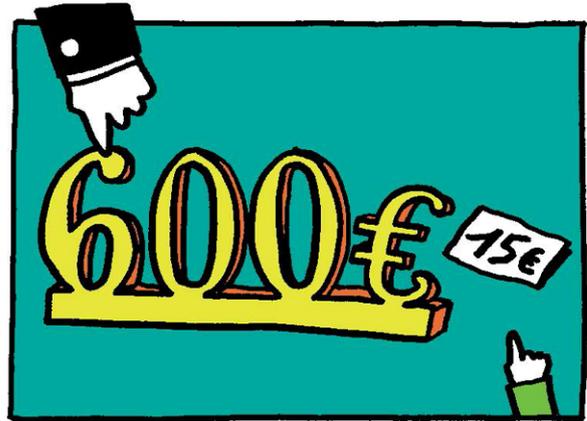
**NON A CETTE EUROPE ANTI-SOCIALE AU PROFIT DES
BANQUES ET DES CAPITALISTES**

Stop TAFTA-Non au grand marché transatlantique

La plénière du Parlement européen a établi son positionnement sur l'accord transatlantique. Ignorant les 97 % d'avis opposés lors de la consultation de la DG Commerce en 2014, les eurodéputés n'ont pas souhaité rejeter l'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends Investisseurs-États dans l'accord futur, alors que celui-ci donnera aux entreprises étrangères le droit exclusif d'attaquer des États. Le Président Schulz s'est assuré le soutien des élus libéraux et conservateurs en proposant un compromis fait de formulations sibyllines, qui reviennent à accepter l'ISDS dès lors qu'il portera un autre nom. Il cautionne le principe de la coopération réglementaire, entérine la disparition de l'agriculture paysanne et la fin d'une alimentation de qualité. lutte contre les dérèglements climatiques en appelant à la libéralisation des échanges d'énergies fossiles

Tout comme sur la gestion de la crise grecque, l'Union européenne s'obstine dans une direction désavouée par les opinions publiques européennes

**CONTRE LES BOBARDS
MEDIATIQUES AFIN DE MONTRER
QUE COMME LE PROPOSENT LES GRECS, UNE AUTRE
EUROPE EST POSSIBLE.**



**Annuler la dette grecque :636 € par Français ?
Pourquoi c'est faux ?**

La France est engagée à hauteur de 40 milliards d'euros par rapport à la Grèce : une petite partie a été prêtée à ce pays dans le cadre de prêts bilatéraux, le reste (environ 30 Mds €) étant apporté en garantie au Fonds européen de solidarité financière¹ (FESF), lequel a emprunté sur les marchés financiers pour prêter à la Grèce. Dans les deux cas ces prêts sont déjà comptabilisés dans la dette publique française (environ 2000 Mds €).

Leur annulation n'augmenterait donc pas la dette.

La France devra-t-elle déboursier ces sommes en cas d'annulation de la dette grecque ?

Non, car en fait, la France, comme la plupart des pays, ne rembourse jamais vraiment sa dette. Lorsqu'un emprunt vient à échéance, la France le rembourse en empruntant de nouveau. On dit que l'Etat fait "rouler sa dette".

La seule chose que perdraient les contribuables français, ce sont les intérêts versés par la Grèce, soit 15 € par Français et par an.

La BCE pourrait résoudre facilement le problème de la dette grecque. Elle pourrait rayer d'un trait de plume les 28 milliards qu'elle détient. Elle pourrait racheter aux institutions publiques (Etats, FESF) les titres grecs qu'ils détiennent, et les annuler également. Ou les transformer – comme le demande la Grèce – en obligations perpétuelles, avec un taux d'intérêt fixe et faible, et pas de remboursement du capital. De toute façon une banque centrale ne court aucun risque financier puisqu'elle peut se refinancer elle-même par création monétaire.